



Conseil économique et social

Distr. générale
28 mars 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 20 de l'ordre du jour

**Instituts de recherche et de formation
des Nations Unies**

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux de l'Université

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction et résumé	3
II. La structure mondiale de l'Université des Nations Unies : une vue d'ensemble	4
A. Structure et activités	4
B. Gouvernance et direction	8
C. Ressources humaines et financières	9
III. Recherche : générer des connaissances utiles à l'élaboration de politiques et axées sur la recherche de solutions.	10
A. Humanité	11
B. Prospérité	12
C. Planète	13
D. Paix	15
E. Partenariats	15
IV. Développement des capacités : collaborer avec les pays du Sud.	17
V. Transmission des connaissances : diffuser l'information à celles et ceux qui en ont besoin. ...	19
A. Publications	19
B. Manifestations	19
C. Enseignement universitaire supérieur et formation spécialisée	19
D. Séances d'information et exposés	20



E. Couverture médiatique et communication en ligne	20
Annexe	
Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies	21

I. Introduction et résumé

1. L'année 2022 a marqué le 50^e anniversaire de l'adoption, le 11 décembre 1972, de la résolution 2951(XXVII), par laquelle l'Assemblée générale a décidé de créer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université internationale qui porterait le nom d'Université des Nations Unies. C'est moins de trois ans plus tard, en septembre 1975, que l'Université des Nations Unies (UNU) a commencé à mener ses activités depuis le Centre de l'UNU à Tokyo. Depuis, elle a continué de croître pour devenir un réseau mondial composé d'instituts de recherche et de formation établis dans 12 pays.

2. L'UNU est depuis longtemps reconnue comme l'un des premiers organismes à avoir développé des connaissances et des compétences qui transcendent les frontières scientifiques traditionnelles, tenant ainsi compte de l'interdépendance des systèmes mondiaux et des problèmes pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité. Elle a également contribué à la mise au point de méthodologies de recherche innovantes, à la conception de nouveaux moyens de mesurer le développement durable et le bien-être humain et environnemental, à la diffusion de connaissances fondées sur des données probantes et au développement des capacités individuelles et institutionnelles dans les pays du Sud.

3. Du fait de sa position unique en tant qu'institution autonome de recherche et de formation¹ et partenaire de confiance du système des Nations Unies dans le domaine des connaissances, l'UNU est particulièrement bien placée pour créer des passerelles entre le monde de la recherche et les instances de décision internationales. Ses experts mènent des recherches interdisciplinaires, formulent des recommandations fondées sur des données probantes à partir des résultats obtenus et éclairent les décideuses et décideurs politiques et d'autres personnes susceptibles de susciter des changements positifs. L'Université fournit également à ses chercheurs et à ses partenaires universitaires un aperçu des besoins de l'ONU en matière de recherche et leur offre la possibilité de contribuer à l'élaboration des politiques.

4. Le programme de recherche de l'UNU couvre un large éventail de questions regroupées au sein de trois grandes rubriques : la paix et la sécurité ; le changement social et le développement économique ; l'environnement, le climat et l'énergie. Dans la mesure où l'UNU fonctionne comme un réseau mondial d'instituts, chacun se consacrant à un ensemble déterminé de sujets, ses travaux couvrent de nombreuses régions à travers le monde, se recoupent avec une multitude d'espaces politiques internationaux et régionaux et impliquent un éventail diversifié de disciplines académiques.

5. Le présent rapport ne vise pas à dresser un inventaire exhaustif des activités menées et des résultats obtenus par l'Université en 2022, mais plutôt à mettre en lumière certaines activités et certains résultats qui démontrent la portée thématique et géographique des travaux de l'UNU tout en attestant des progrès accomplis par l'UNU en vue d'atteindre les principaux objectifs énoncés dans son plan stratégique 2020-2024. On trouvera à la section II une présentation de la structure de l'UNU et un bref aperçu de son évolution sur le plan institutionnel en 2022. Aux sections III, IV et V figurent des informations sur les activités que l'UNU a menées en 2022 en matière de recherche, de développement des capacités et de diffusion des connaissances, respectivement.

¹ La Charte de l'Université des Nations Unies lui accorde « une autonomie dans le cadre de l'Organisation » ainsi que « les libertés universitaires nécessaires à la réalisation de ses objectifs » [art. II, al. 1)].

II. La structure mondiale de l'Université des Nations Unies : une vue d'ensemble

A. Structure et activités

6. L'Université mène ses activités grâce à un réseau d'instituts établis dans 12 pays, chacun ayant son domaine de spécialisation défini conformément à ses statuts et à l'accord conclu avec le pays hôte. Cette structure mondiale est coordonnée par le Centre de l'ONU, qui comprend un siège à Tokyo, le Vice-rectorat de l'ONU en Europe (ONU-ViE), situé à Bonn (Allemagne), et un groupe des services d'administration, situé à Putrajaya (Malaisie).

7. Le Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (ONU-BIOLAC), situé à Caracas, s'attache à promouvoir l'utilisation des biotechnologies au service du développement durable. L'assouplissement des restrictions de déplacement liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) lui a permis de reprendre ses activités universitaires et d'effectuer de nouvelles visites dans la région à des fins de recherche. L'ONU-BIOLAC a continué d'organiser une série de webinaires sur la biotechnologie et a commencé à publier une lettre d'information hebdomadaire.

8. Le Centre de recherche sur les politiques de l'Université des Nations Unies (ONU-CPR), basé à New York, cherche des solutions innovantes aux enjeux qui se posent à l'échelle mondiale, participe aux débats sur les politiques à adopter qui sont menés dans le cadre de l'ONU et représente la structure de l'ONU au Siège de l'Organisation. En 2022, il a organisé des réunions d'information de haut niveau à l'intention des gouvernements nationaux et des entités du système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, collaboré avec divers partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour donner suite aux résultats de ses recherches et organisé des manifestations de haut niveau en ligne et en présentiel sur divers sujets. Il a continué à mettre en œuvre de nouveaux projets, notamment un examen thématique sur les droits humains et la consolidation de la paix, et à renforcer ses relations de travail avec le Bureau de l'appui au développement des Nations Unies. En juin 2022, il a ouvert une antenne à Genève qui doit servir de passerelle entre les écosystèmes politiques de Genève et de New York.

9. L'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU (ONU-CRIS), basé à Bruges (Belgique), s'intéresse principalement aux questions de gouvernance, de coopération et d'intégration intrarégionale et interrégionale. En 2022, il a signé un nouvel accord avec le Gouvernement flamand, l'Université de Gand et la Vrije Universiteit Brussel qui lui a garanti un financement pour cinq années supplémentaires. Il a continué à collaborer étroitement avec des entités du système des Nations Unies, et en particulier avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, l'Organisation internationale pour les migrations et le Département des affaires économiques et sociales. Il a affiné son programme de recherche pour s'adapter à l'évolution du monde, par exemple en fusionnant ses travaux sur le climat et la santé au sein d'un nouveau groupe sectoriel pour la nature, le climat et la santé. La plateforme du système de connaissances relatives à l'intégration régionale et le SDG Monitor, un outil de suivi des objectifs de développement durable, ont été ses produits phares en 2022.

10. Le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques (ONU-EGOV), situé à Guimarães (Portugal), axe ses travaux à la fois sur la gouvernance, la technologie et le développement. Au cours de l'année 2022, il a renforcé sa visibilité en commençant à collaborer avec certaines organisations du système des Nations Unies et en renforçant sa collaboration avec

d'autres (notamment l'Organisation internationale du Travail, l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Département des affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale) et, entre autres, avec diverses institutions gouvernementales et publiques, des établissements de recherche et d'enseignement et des organisations internationales. Il a renforcé ses activités universitaires ainsi que ses activités de conseil et de consultation dans le domaine de la gouvernance numérique, en élaborant et en mettant en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour les responsables politiques, les décideurs et les fonctionnaires.

11. L'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS), basé à Bonn (Allemagne), s'emploie à relever les défis posés par les changements environnementaux planétaires en mettant l'accent sur la vulnérabilité liée à l'environnement et sur les interactions entre facteurs écologiques et sociétaux. En 2022, sa visibilité a régulièrement augmenté, notamment grâce à la publication de la deuxième édition de son rapport phare intitulé « Interconnected Disaster Risks » et à ses contributions à plusieurs manifestations politiques internationales de haut niveau, telles que la session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Forum urbain mondial. L'UNU-EHS a continué à développer et à renforcer ses partenariats locaux et mondiaux, notamment avec les organisations du système des Nations Unies (telles que le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et l'Organisation météorologique mondiale).

12. L'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (UNU-FLORES), situé à Dresde (Allemagne), contribue à l'utilisation durable et à la gestion intégrée des ressources environnementales, en particulier de l'eau, des sols et des déchets. En 2022, il a lancé un nouveau programme de recherche sur l'analyse, l'informatique et les données dans le cadre de l'approche liée aux ressources (intitulé « Resource Nexus Analytics, Informatics, and Data ») afin de faciliter, aux niveaux régional et mondial, les efforts de collaboration menés pour lutter contre la triple crise planétaire provoquée par le dérèglement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution. Avec ce nouveau programme, il devient une plaque tournante mondiale dans ce domaine. Dans le contexte de l'élimination progressive du charbon et de la transition énergétique en Allemagne, il a ouvert une antenne à Weißwasser, qui servira de modèle à d'autres institutions menant des recherches liées aux objectifs de développement durable. En outre, il mène avec le Gouvernement allemand une étude préliminaire visant à analyser les héritages environnementaux de « l'ère du carbone » et à trouver des perspectives pour la transition énergétique dans les régions charbonnières des pays cibles du Sud.

13. L'Institut des hautes études sur la viabilité (UNU-IAS), basé à Tokyo, contribue aux efforts déployés pour parvenir à un avenir plus durable, en mettant l'accent sur la transformation vers des sociétés durables, sur le capital naturel et la biodiversité ainsi que sur le changement à l'échelle planétaire et la résilience. Il a apporté d'importantes contributions aux processus politiques internationaux en matière de développement durable, d'éducation, de biodiversité, d'eau et de lutte contre les changements climatiques, entre autres. Il a : organisé plusieurs manifestations en marge du forum politique de haut niveau pour le développement durable ; coorganisé et accueilli la troisième conférence mondiale sur le renforcement des synergies entre l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), qui s'est tenue à l'UNU à Tokyo ; organisé une manifestation en marge de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la

diversité biologique ; fourni des avis d'experts au Comité d'experts de l'administration publique ; appuyé l'organisation du Sommet sur la transformation de l'éducation ; apporté son expertise et des éléments factuels au cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Avec ses projets, il a continué de renforcer les capacités de direction au niveau local en Asie et à mobiliser les efforts des universités japonaises en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Il a achevé un projet de recherche sur l'eau et le développement durable et mené avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) une étude conjointe sur les déplacements liés aux changements climatiques et le droit à l'éducation dans la région Asie-Pacifique.

14. L'Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH), situé à Kuala Lumpur, vise à promouvoir des politiques sanitaires fondées sur les faits, en accordant une attention particulière à la prise en compte des questions de genre dans les systèmes de santé et en appuyant les décideuses et décideurs dans les pays du Sud. Tout au long de l'année, il a consolidé sa position dans le domaine de la santé mondiale et a contribué à l'élaboration de politiques de santé mondiale en collaborant avec des entités de haut niveau œuvrant au développement mondial, notamment le G20 et le Plan d'action mondial pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous (Plan d'action mondial pour la réalisation de l'ODD 3). Il a renforcé ses relations avec le système de santé malaisien et a désormais conclu des partenariats avec 23 organisations du système des Nations Unies (dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le PNUD), des universités internationales, des gouvernements nationaux et des organisations et réseaux de production de connaissances et d'élaboration de politiques. Ses recherches mettent systématiquement l'accent sur les perspectives des pays à revenu faible et intermédiaire et sur l'équité dont ils doivent bénéficier. Grâce à des initiatives telles que le « Gender and Health Hub », l'Institut a mobilisé une large communauté d'universitaires, de membres de la société civile et de décideuses et décideurs politiques, en particulier dans les pays du Sud.

15. L'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU-INRA), basé à Accra, diffuse des connaissances de pointe permettant d'élaborer des mesures durables pouvant être mises en œuvre pour régler les problèmes que rencontre l'Afrique en matière de gestion des ressources naturelles. Il a continué de développer des idées nouvelles et de mener des recherches en matière d'analyse prospective. Son programme phare sur les actifs bloqués, lesquels sont devenus un sujet de recherche d'intérêt pour les décideurs politiques mondiaux dans le domaine des changements climatiques et de l'économie verte, a été élargi pour tenir compte des groupes marginalisés et des implications économiques de sorte à fournir des solutions inclusives qui favorisent les transitions justes. Les travaux de recherche de l'Institut s'inscrivent dans la vision plus large d'un centre de recherche axé sur les pays du Sud, et en particulier l'Afrique, afin de trouver des solutions endogènes et de financer la recherche sur les transitions vers une économie décarbonée.

16. L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH), situé à Hamilton (Canada), analyse et synthétise les connaissances existantes sur les défis liés à l'eau, repère les nouvelles questions politiques et met au point des solutions évolutives. En 2022, il a axé ses recherches sur la promotion de l'égalité des genres en vue de parvenir à une gestion efficace de l'eau et sur la gestion des risques liés à l'eau et au climat pour une meilleure sécurité hydrique. Il a par exemple évalué, à l'échelle mondiale, le nombre réel de femmes travaillant dans divers domaines du secteur de l'eau et le rôle qu'elles y jouaient, ainsi que les incidences sur la qualité de l'eau, ventilées par genre. Il a également accompli des progrès notables s'agissant d'évaluer la situation mondiale en matière de résistance aux antimicrobiens en

relation avec l'eau, et a publié la première évaluation quantitative complète par pays de la sécurité hydrique en Afrique. Avec le Département des affaires économiques et sociales, il continue de codiriger l'équipe spéciale d'ONU-Eau sur la mise en œuvre de la Décennie d'action sur l'eau (2018-2028) et a apporté une contribution majeure aux préparatifs de la prochaine Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028).

17. L'Institut de l'ONU à Macao (Chine) (ONU-Macao) mène des recherches sur les technologies numériques et les objectifs de développement durable afin d'appuyer la prise de décision participative fondée sur la connaissance et sur des données probantes. Son portefeuille de recherche s'articule autour du concept d'« intelligence collective liant l'humain à la machine » et une perspective de réflexion systémique a été adoptée à cet égard. En 2022, l'Institut a lancé une série de blogs sur l'intelligence collective et le développement durable. Il a été chargé par l'UIT d'étudier l'intelligence artificielle et l'élaboration de politiques numériques en Asie du Sud-Est sous l'angle des questions de genre et, en collaboration avec ONU-Femmes, il examine le rôle de l'intelligence artificielle dans la paix et les conflits. Il travaille en étroite collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies (notamment le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, l'UIT, ONU-Femmes, l'École des cadres du système des Nations Unies, l'OMS et l'équipe de pays des Nations Unies en Chine) pour soutenir les activités de recherche et de renforcement des capacités menées dans le domaine des technologies numériques et des objectifs de développement durable.

18. Le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT), basé à Maastricht (Pays-Bas), étudie les facteurs sociaux, politiques et économiques qui favorisent l'innovation technologique. Dans le cadre de la mise en place des structures nécessaires à la mise en œuvre de son plan stratégique, il a fusionné en 2022 avec la Maastricht Graduate School of Governance pour former une entité unique, l'Institute for Societal Policy and Innovation Research (INSPIRE), rattachée à l'Université de Maastricht. Parmi les activités et initiatives tournées vers l'extérieur qu'il mène, il a élaboré son programme de recherche sur l'innovation globale au service du développement durable, qui englobe la lutte contre les changements climatiques et les inégalités, les nouvelles technologies permettant de garantir l'avènement de sociétés inclusives, une approche intégrée de la transition énergétique, et les risques et vulnérabilités liés au climat dans les camps de réfugiés. Il continue d'appuyer une série de partenaires des Nations Unies, dont le Programme alimentaire mondial (PAM), et les processus politiques associés, et de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de rapports phares de la Commission européenne tels que le European Innovation Scoreboard.

19. L'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), situé à Helsinki, axe ses travaux sur les problèmes interdépendants que pose, du point de vue du développement, la transformation des économies, des États et des sociétés, l'accent étant mis sur les applications pratiques de la recherche. Son programme de travail quinquennal, axé sur la transformation des économies, des États et des sociétés, arrivant à son terme en 2023, il s'est surtout employé en 2022 à conclure une série de projets de recherche et à synthétiser des résultats de recherche pertinents et des recommandations. Lors de la conférence de l'Institut sur le développement consacrée à la réduction des inégalités, ses travaux sur la transformation des sociétés ont fait l'objet de discussions et de débats. L'UNU-WIDER a publié une série de documents phares sur les questions de développement, dont un volume sur le « dilemme du développeur » qui présente les différentes voies possibles pour une transformation structurelle et explore la manière dont ces différentes voies façonnent le développement dans le contexte particulier de chaque

pays. En tant que partenaire de confiance et groupe de réflexion pour les gouvernements des pays du Sud, il a lancé la deuxième phase de son programme bien établi de croissance sans exclusion, qui est axé sur le partenariat qu'il entretient avec le Trésor national sud-africain et sur les partenariats renforcés avec d'autres autorités fiscales d'Afrique subsaharienne.

B. Gouvernance et direction

20. Le Conseil de l'UNU supervise les affaires de l'ensemble de la structure. Il est composé de 16 membres², dont 12 membres nommés, le Recteur de l'UNU et trois membres de droit, à savoir le Secrétaire général de l'ONU, la Directrice générale de l'UNESCO et le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Notamment, il approuve le programme de travail et le budget de l'UNU et adopte les statuts et politiques intéressant l'Université et les instituts.

21. Le Conseil s'est réuni deux fois en 2022, pour sa soixante-dix-septième session, qui s'est tenue du 30 au 31 mai à Helsinki, et sa soixante-dix-huitième session, qui s'est tenue du 1^{er} au 2 décembre à Paris. À la soixante-dix-septième session, l'UNU a fait ses adieux à six personnes dont le mandat de membre du Conseil s'achevait et a accueilli six membres nouvellement nommés. On trouvera en annexe la liste de tous les membres du Conseil ayant siégé en 2022.

22. Le Rectorat de l'UNU est chargé de fournir des orientations à la direction de l'Université et de ses instituts et de coordonner les activités menées. Le principal responsable académique et administratif de l'Université est le Recteur, qui a le rang de Secrétaire général adjoint de l'ONU. Il est assisté d'un Vice-Recteur et d'une Vice-Rectrice, basés à Tokyo et à Bonn, et par le Rectorat, à Tokyo. La procédure internationale de recrutement par sélection du nouveau recteur de l'UNU s'est achevée en juin 2022 et, le 25 juillet, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé la nomination de Tshilidzi Marwala (Afrique du Sud) comme septième Recteur de l'UNU, à compter de mars 2023. Il a également remercié M. David M. Malone (Canada), qui a achevé son deuxième et dernier mandat en février 2023, pour son excellente direction de l'Université.

23. L'Administration de l'UNU est chargée de l'élaboration de normes unifiées, de la gestion du système financier et du système de trésorerie et de la présentation de l'information budgétaire au Conseil, et elle fournit à l'ensemble de la structure des services financiers ainsi que des services de gestion des ressources humaines et d'achats.

24. Chaque institut de l'UNU a à sa tête une directrice ou un directeur, qui relève du Recteur et exerce un contrôle sur le budget, sur les ressources humaines ainsi que sur l'élaboration du programme de recherche de son institut. Les directrices et directeurs des différents instituts se réunissent chaque année lors de la Conférence des directeurs et tiennent régulièrement des visioconférences pour discuter des questions d'orientation générale et de coordination.

25. Chaque institut est guidé par un conseil ou un comité consultatif, lequel est en général composé d'au moins trois membres, en plus du Recteur et du directeur ou de la directrice de l'institut. Conformément au plan stratégique 2020-2024 de l'Université, les conseils consultatifs ont joué un rôle de plus en plus actif en donnant des avis sur la programmation thématique et la gestion des instituts, y compris sur l'assurance qualité et la mobilisation de fonds.

² Ses membres, dont le mandat est de six ans, sont nommés conjointement par le Secrétaire général de l'ONU et la Directrice générale de l'UNESCO.

26. Trois grands organes du système des Nations Unies jouent un rôle de gouvernance important pour l'Université : il s'agit du Bureau des services de contrôle interne, du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

C. Ressources humaines et financières

Ressources humaines

27. L'Université est déterminée à garantir, sur le lieu de travail, une culture de tolérance à l'égard des différences fondées sur la culture, la race, l'orientation sexuelle ou tout autre motif, à faciliter une représentation équilibrée des genres, à promouvoir la participation effective des personnes handicapées et à bannir toutes formes de discrimination, de harcèlement et d'abus. En 2022, elle a promulgué une nouvelle politique d'inclusion des personnes handicapées, conformément à son plan stratégique 2020-2024.

28. Le personnel de l'Université est composé d'administrateurs(trices) et d'agent(e)s des services généraux nommé(e)s conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU, ainsi que de professeur(e)s invité(e)s, d'associé(e)s de recherche, de titulaires de bourses postdoctorales, de personnel des services administratifs et académiques et de consultant(e)s spécialisé(e)s. À la fin de l'année 2022, la structure mondiale de l'ONU comptait 746 personnes, dont 54 % de femmes et 43 % de ressortissants de pays en développement. Le personnel de l'ONU se composait de 85 administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur, de 57 agent(e)s des services généraux et des catégories apparentées et de 604 autres personnes employées dans le cadre d'accords de services de personnel ou de contrats de consultants.

Ressources financières

29. L'Université ne reçoit aucun crédit au titre du budget ordinaire de l'ONU. Elle est intégralement financée par des contributions volontaires sous forme de financement institutionnel, principalement des contributions récurrentes du pays hôte auxquelles s'ajoute le revenu des placements provenant du fonds de dotation de l'ONU et d'autres contributions versées par des États Membres, des fondations, des organismes ou encore des organisations internationales, destinées à des projets de recherche spécifiques.

30. Le budget approuvé de l'ONU pour l'exercice 2022-2023 s'établit à 127,0 millions de dollars des États-Unis, répartis comme suit : 50,3 millions au titre des traitements et autres dépenses de personnel, 45,0 millions au titre des dépenses afférentes aux projets spécifiques, 19,5 millions au titre des frais généraux et 12,2 millions au titre des programmes universitaires.

31. Les ressources permettant de financer ces dépenses devraient provenir de la collecte de fonds menée pour les projets (45,0 millions de dollars), des revenus du fonds de dotation de l'ONU (34,1 millions de dollars), de la collecte de fonds institutionnels (28,8 millions de dollars), de l'excédent cumulé reporté (11,7 millions de dollars), du recouvrement des coûts (3,8 millions de dollars) et de recettes diverses (3,6 millions de dollars).

III. Recherche : générer des connaissances utiles à l'élaboration de politiques et axées sur la recherche de solutions

32. L'Université conduit des travaux de recherche objectifs et fondés sur les faits qui permettent de jeter un nouvel éclairage sur des questions importantes afin d'aider les décideurs et les praticiens du monde entier à considérer certains problèmes complexes sous un angle nouveau et critique et à prendre des mesures efficaces. Comme le montre son plan stratégique 2020-2024, elle s'attache particulièrement à poursuivre une programmation pertinente pour les politiques et à intégrer l'expertise scientifique dans l'élaboration des politiques, la prise de décision et le débat public au sens large.

33. L'Université travaille en partenariat avec un large éventail d'entités du système des Nations Unies, notamment le Secrétariat de l'ONU, les organismes, les programmes, les commissions, les fonds et les secrétariats de convention. Par ailleurs, elle est actuellement liée par des centaines d'accords officiels et d'ententes de collaboration informelles à des universités, des instituts de recherche ou groupes de réflexion, des organisations non gouvernementales, des organisations professionnelles, des entités publiques, des fondations et des organismes privés du monde entier, associant ainsi un plus grand nombre de spécialistes et de chercheurs et chercheuses à ses travaux.

34. En tant qu'entité du système des Nations Unies, l'Université connaît mieux que tout autre établissement les besoins de l'Organisation et de ses États Membres en matière de politiques, qui évoluent constamment, notamment grâce à sa participation aux réunions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, où elle est représentée par son Recteur. Elle est ainsi en mesure de partager l'évolution des priorités et des préoccupations avec les communautés universitaires et les milieux de la recherche du monde entier, qui, autrement, n'auraient qu'une connaissance limitée des besoins du système des Nations Unies, puis de travailler avec elles pour développer des connaissances et élaborer des solutions politiques pertinentes.

35. S'il y a toujours eu, au sein du système des Nations Unies, une forte demande en matière de recherches fondées sur des données probantes en vue d'éclairer l'élaboration des politiques, l'utilisation de telles recherches se heurte souvent à des obstacles considérables. L'ONU contribue à combler ce fossé chronique entre la recherche et l'élaboration de politiques de trois manières.

36. L'influence indirecte par les travaux d'analyse – c'est-à-dire la production de preuves et d'idées qui contribuent à façonner les discours et les débats – est le vecteur le plus courant par lequel l'ONU influence les processus politiques. L'Université apporte une contribution fondée sur des données probantes aux débats politiques qui se tiennent sur des questions impliquant des recherches scientifiques nouvelles ou interdisciplinaires, telles que l'économie du développement, les formes contemporaines d'esclavage ou la gestion intégrée des sols, de l'eau et des déchets.

37. La collaboration directe est un autre moyen par lequel l'ONU influence les politiques. L'identité « bleue » de l'Université offre aux autres acteurs du système des Nations Unies un sentiment de confort et un niveau de confiance que ne peuvent pas forcément donner les autres scientifiques et chercheurs. L'ONU collabore régulièrement avec le Cabinet du Secrétaire général, divers organes du Secrétariat de l'ONU et d'autres entités du système des Nations Unies pour exercer des fonctions parfois politiquement sensibles en matière de mobilisation et de recherche liée aux politiques, ou en tant que membre de réseaux interagences tels que ceux sur l'eau, la

migration, la réduction des risques de catastrophe, l'innovation, l'économie et l'environnement.

38. Grâce à la production de connaissances en partenariat avec d'autres entités du système des Nations Unies, l'Université aide ces dernières à combler les lacunes qu'elles ont recensées en produisant des résultats spécifiquement adaptés et pertinents pour l'élaboration des politiques. En 2022, ces partenariats ont porté sur des questions telles que les risques de catastrophes et les changements climatiques, l'égalité des genres et la santé, la gouvernance en ligne, ainsi que les conflits et la sécurité climatique.

39. Les 17 objectifs de développement durable sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'approche intégrée que l'ONU a adoptée dans le cadre de son programme de recherche enrichit la valeur de ses travaux et souligne la capacité de l'Université à intégrer l'expertise et les connaissances dans de nombreuses disciplines, non seulement pour aborder les objectifs individuellement (comme le font de nombreux organismes de recherche), mais aussi pour mieux mettre en lumière leurs interdépendances et leurs interconnexions.

40. La présente section offre un bref aperçu de quelques-uns des près de 200 projets³ que l'Université a entrepris en 2022 au sujet des 17 objectifs de développement durable et des liens qui les unissent. Dans le cadre de ses travaux, l'ONU regroupe les objectifs de développement durable autour de ce que l'on désigne les cinq piliers – à savoir l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats –, qui correspondent à peu près aux trois grands groupes thématiques autour desquels elle articule ses travaux (changement social et développement économique ; environnement, climat et énergie ; paix et sécurité).

A. Humanité

41. Cinq des objectifs de développement durable (1 – pas de pauvreté ; 2 – faim « zéro » ; 3 – bonne santé et bien-être ; 4 – éducation de qualité ; 5 – égalité entre les sexes), qui visent à garantir que chacun, partout – aujourd'hui et à l'avenir – puisse mener une vie saine et constructive à l'abri du besoin, sont étroitement liés. On trouvera ci-après des exemples de projets de recherche de l'ONU qui contribuent à la réalisation de ces cinq objectifs axés sur l'humanité.

42. L'ONU-EGOV travaille avec le Gouvernement chinois et d'autres partenaires à l'élaboration d'une stratégie nationale et d'une feuille de route visant à renforcer la capacité institutionnelle de la Chine à garantir une protection sociale universelle. Plusieurs études de cas de bonnes pratiques ont été menées à l'échelle mondiale, et une cartographie des tendances et des enseignements tirés pour la Chine a ainsi été établie.

43. L'ONU-IAS dirige une initiative qui mobilise les efforts de 32 universités japonaises en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et contribue à faire avancer le débat sur l'évaluation de l'incidence des efforts que mènent les universités et les entreprises pour parvenir à un développement mondial durable.

44. La plateforme sur les politiques sanitaires et le genre, coordonnée par l'ONU-IIGH, distille, au sein de cinq organismes des Nations Unies, des connaissances sur ce qui a fonctionné en matière d'intégration des questions de genre dans le domaine

³ Nombre des projets décrits aux sections C et D du présent document ont été entrepris en collaboration avec de multiples parties prenantes qui ne sont pas explicitement nommées dans le présent rapport ou grâce au financement qu'elles ont apporté.

de la santé (et où, pourquoi et comment). Elle met également l'accent sur l'expérience et l'expertise des acteurs, des chercheurs et des institutions des pays du Sud dans le discours dominant sur le genre et la santé mondiale.

45. L'UNU-IIGH a coorganisé et facilité une série de dialogues structurés sur la nécessité de décoloniser la santé mondiale et de répartir le pouvoir entre les parties prenantes. Ces activités lui ont permis d'élaborer un programme de travail visant à conceptualiser les différentes dimensions du colonialisme et de l'asymétrie de pouvoir dans le domaine de la santé mondiale.

46. L'UNU-Macao participe à un projet qui vise à mieux comprendre la situation actuelle en matière d'intelligence artificielle et la politique qui prévaut en la matière en Asie du Sud-Est, et à fournir ainsi un cadre pour l'élaboration de politiques tenant compte des questions de genre.

47. L'UNU-Macao mène un projet sur les « sciences participatives » pour étudier comment et dans quelle mesure les capacités d'intelligence collective et les mesures prises en temps réel et fondées sur des données peuvent aider à se préparer à une pandémie et à être prêt à intervenir le moment venu.

48. L'UNU-MERIT continue de collaborer avec le PAM pour évaluer et suivre ses activités dans les camps de réfugiés au Kenya, et notamment sa capacité à maintenir des niveaux stables de sécurité alimentaire malgré les effets de la pandémie de COVID-19.

B. Prospérité

49. Les objectifs centrés sur l'humanité mentionnés ci-dessus sont complétés par cinq objectifs (7 – énergie propre et d'un coût abordable ; 8 – travail décent et croissance économique ; 9 – industrie, innovation et infrastructure ; 10 – réduction des inégalités ; 11 – villes et communautés durables) qui mettent l'accent sur la prospérité et la stabilité sociales. De nombreux projets de l'UNU concernent ces objectifs axés sur la prospérité.

50. L'UNU-BIOLAC contribue au développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en menant des activités de formation et de recherche visant à former de jeunes chercheurs qui aideront à résoudre les problèmes de la région grâce à la biotechnologie.

51. Le programme de recherche que l'UNU-FLORES mène sur l'analyse, l'informatique et les données dans le cadre de l'approche liée aux ressources (« Resource Nexus Analytics, Informatics, and Data ») facilite la gestion durable de l'eau, des sols, des déchets, de l'énergie et des ressources géologiques par les gouvernements, les entreprises et les sociétés grâce à l'échange de données, au renforcement des capacités et à l'extraction de données.

52. L'UNU-EGOV a étudié de nouvelles solutions pour passer d'une communication critique à un renseignement critique à l'usage des forces de sécurité et des intervenants des services d'urgence dans les grandes zones métropolitaines.

53. L'UNU-EGOV s'emploie à explorer les avantages et les problèmes découlant de l'utilisation qui est faite de la technologie de la chaîne de blocs pour relier les programmes sociaux aux organismes, en mettant l'accent sur les conditions requises pour utiliser cette technologie dans le domaine de la sécurité sociale.

54. L'UNU-EHS aide les villes à transformer leurs structures sociales, technologiques et politiques et à en faire des systèmes plus durables en menant un

projet qui vise à renforcer les partenariats urbains innovants. Dans le cadre du projet en question, des laboratoires urbains ont été créés dans cinq villes d'Amérique latine.

55. L'UNU-EHS intègre des approches écosystémiques dans la gestion des risques d'inondation pour favoriser un développement urbain adaptable et durable dans le centre du Viet Nam.

56. L'UNU-INRA élabore des stratégies pour faire face aux pénuries d'énergie en renforçant l'adaptation et la résilience et en stimulant l'entrepreneuriat dans le domaine de l'énergie de sorte à assurer des transitions justes dans le secteur informel.

57. L'UNU-INRA et l'UNU-CPR ont collaboré dans le cadre d'un projet visant à déterminer la possibilité de mobiliser le secteur financier à la fois pour lutter contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains et préserver les ressources naturelles (dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la crise climatique) dans les secteurs du cacao et de l'extraction minière artisanale à petite échelle de l'or au Ghana.

58. L'UNU-MERIT s'est employé à mettre en œuvre un projet qui nous permet de mieux comprendre comment la science, la technologie et l'innovation contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

59. L'UNU-MERIT a soutenu la présidence indonésienne du G20 en analysant les évolutions et les tendances mondiales actuelles en matière de compétences numériques, ainsi que leurs implications pour la société et l'économie. Il a ainsi facilité l'élaboration d'interventions et de politiques relatives aux programmes visant à favoriser la transformation numérique au sein du marché du travail après la pandémie.

60. L'UNU-ViE a participé à la mise en œuvre d'un projet qui a permis d'établir des bases de données sur les acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat verts sur le continent africain et sur les start-ups créées dans les secteurs verts, dans le but d'autonomiser les jeunes et les entrepreneures vertes.

61. L'UNU-WIDER collabore avec les principaux ministères du Gouvernement sud-africain pour leur transmettre les connaissances indispensables qui leur manquent et aider le Gouvernement à élaborer des politiques permettant de relever les principaux défis et de promouvoir un développement économique inclusif. En 2022, son programme « Towards Inclusive Economic Development » est entré dans sa deuxième phase, qui met fortement l'accent sur la fourniture d'éléments probants pour les projets de réforme économique entrepris par le Gouvernement sud-africain.

C. Planète

62. Cinq autres objectifs de développement durable (6 – eau propre et assainissement ; 12 – consommation et production responsables ; 13 – mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ; 14 – vie aquatique ; 15 – vie terrestre) visent à réduire les effets de l'activité humaine sur les ressources limitées de la Terre et sur sa faune et sa flore, qui sont irremplaçables. Ci-après sont décrits quelques projets de l'UNU qui abordent des questions touchant à cet ensemble d'objectifs axés sur la planète.

63. L'UNU-CRIS est l'un des principaux partenaires de la Climate Resilience Initiative, une initiative collaborative sur la résilience aux changements climatiques. Ses chercheurs travaillent dans le cadre de deux lots de travail : la préparation et l'intervention aux niveaux individuel et local, et la gouvernance à plusieurs niveaux. En 2022, l'UNU-CRIS a organisé deux activités d'information majeures : l'une

portait sur la connaissance des inondations et l'autre sur les effets des changements climatiques sur la santé mentale.

64. L'ONU-EHS est un partenaire majeur d'un projet visant à promouvoir les partenariats multipartites pour le financement de la lutte contre les risques climatiques et les risques de catastrophe et la préparation à ces risques dans le cadre de l'InsuResilience Global Partnership. L'objectif est de renforcer la compréhension technique des solutions de financement et d'assurance et d'encourager une collaboration plus efficace entre les différentes parties prenantes.

65. Dans le cadre d'un projet visant à évaluer les incidences socioéconomiques et environnementales des options politiques disponibles pour opérer une transition vers un avenir durable et à faible émission de carbone, l'ONU-EHS aide à « humaniser » les modèles d'évaluation intégrée afin qu'ils représentent correctement les indicateurs de développement humain tels que l'inégalité, la santé, le bien-être et la migration.

66. L'ONU-FLORES effectue un diagnostic des capacités et élabore des recommandations fondées sur des données probantes dans la perspective du « Resource Nexus Analytics, Informatics, and Data » pour gérer les legs de l'exploitation minière du charbon. Il cherche à aider les parties prenantes concernées dans les secteurs du charbon de quatre pays du Sud à réaliser une transformation durable.

67. L'ONU-IAS accueille le secrétariat de l'International Satoyama Initiative. Grâce à cette initiative mais aussi à d'autres projets, il continue de promouvoir des solutions tenant compte à la fois des êtres humains et de l'environnement afin de favoriser un changement en profondeur permettant de vivre en harmonie avec la nature.

68. Dans le cadre d'un projet, l'ONU-IAS a exploré les liens complexes existant entre l'eau et l'économie. Le projet, qui s'est concentré sur les pays en développement d'Asie, a permis d'obtenir des informations et d'élaborer des approches pour évaluer et améliorer les liens entre les politiques environnementales et économiques. Il a notamment permis d'élaborer un outil qui aide les décideurs politiques à comprendre comment les changements survenant dans un secteur donné peuvent avoir des effets sur la production et la consommation d'eau et les charges polluantes dans d'autres secteurs.

69. L'ONU-INRA évalue les risques socioéconomiques susceptibles de menacer les États africains en raison du délaissement d'actifs qui pourraient entraîner les mesures politiques prises pour mettre en œuvre l'Accord de Paris adopté dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Pour clôturer le projet, il effectue une analyse économique et établit des prévisions pour aider les gouvernements africains à évaluer et à gérer le risque des actifs bloqués, à éviter de futures pertes et à mieux planifier la transition écologique.

70. L'ONU-INWEH cherche des solutions politiques pour renforcer la résilience des sociétés face aux risques liés à l'eau et au climat et améliorer la sécurité globale de l'approvisionnement en eau. Dans un rapport établi en 2022 ont été résumés les résultats obtenus au terme d'un projet visant à évaluer la sécurité de l'approvisionnement en eau dans 54 pays africains en fonction de 10 mesures chiffrées liées aux indicateurs de l'objectif de développement durable 6. Un projet visant à mener une évaluation globale de la quantité d'eau stockée perdue du fait de la sédimentation des grands réservoirs a été achevé et on a commencé à recenser et à évaluer les menaces liées à l'eau qui pèsent sur les mégapoles mondiales.

71. L'ONU-INWEH étudie et promeut une série de ressources en eau non conventionnelles (au-delà de la pluie et du débit des rivières) et de technologies qui

peuvent être combinées pour fournir de nouvelles sources d'eau pour la consommation humaine et les systèmes de production agricole dans les régions où l'eau est rare.

D. Paix

72. Le développement durable est impossible si toutes et tous ne jouissent pas de la paix et de la justice, lesquelles requièrent à leur tour des institutions publiques efficaces, responsables et inclusives. L'objectif de développement durable 16 (Paix, justice et institutions efficaces) vise à promouvoir des sociétés pacifiques au niveau national et la coopération au niveau international. Les projets suivants que mène l'ONU sont particulièrement pertinents pour atteindre cet objectif.

73. Une initiative de l'ONU-CPR vise à combler le manque de connaissances sur la manière dont les groupes et les individus sortent des conflits armés et sur les raisons qui les poussent à le faire, ainsi que sur les interventions les plus efficaces qu'il est possible de mener pour encourager les transitions hors du champ de bataille et interrompre les cycles de violence. En 2022, elle a permis d'obtenir des résultats en Asie de l'Ouest, en Afrique et en Amérique latine.

74. L'initiative multipartite Finance Against Slavery and Trafficking, dont l'ONU-CPR assure le secrétariat, vise à mobiliser le secteur de la finance contre l'esclavage et la traite. En 2022, elle a contribué à plusieurs réunions de haut niveau organisées par le système des Nations Unies et à l'organisation d'un forum politique de haut niveau sur le travail des enfants dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

75. L'ONU-CPR a entrepris un examen thématique des défis à relever en matière de sécurité climatique et de consolidation de la paix afin de recenser les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la réponse apportée par le système multilatéral aux enjeux de sécurité climatique ainsi que les axes d'amélioration de la programmation. Le retour positif à l'examen achevé a donné lieu à un nouvel examen visant à déterminer comment le Bureau d'appui à la consolidation de la paix/Fonds pour la consolidation de la paix pouvait intégrer les droits humains dans ses activités et donner suite à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général.

76. L'ONU-WIDER étudie l'héritage institutionnel des conflits violents – en particulier, la manière dont les dynamiques institutionnelles qui se développent pendant les conflits violents façonnent les trajectoires ultérieures de construction de l'État et de développement économique. Le projet vise à comprendre comment et pourquoi les conflits violents persistent, comment et pourquoi leurs conséquences perdurent dans le temps, et ce qui peut être fait pour réduire les risques de violence et l'incidence de celle-ci.

77. L'ONU-WIDER élucide les liens entre les politiques clientélistes, c'est-à-dire la fourniture de biens matériels en échange d'un soutien électoral, et le développement économique. Il met l'accent sur les liens qui existent encore entre le clientélisme et la pauvreté, les capacités de l'État, la politique électorale et l'élaboration des politiques par les dirigeants élus. Il mène actuellement des recherches en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie.

E. Partenariats

78. Dans la mesure où les objectifs de développement durable représentent un appel mondial et commun à l'action pour parvenir à un développement durable équitable et universel, la collaboration et l'entraide, à tous les niveaux, entre les gouvernements,

le secteur privé et la société civile sont fondamentaux pour atteindre les objectifs fixés. L'objectif 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) vise à renforcer les moyens de mise en œuvre et à revitaliser la collaboration. Forte de son expertise sur l'ensemble des objectifs et de ses partenariats actifs dans tous les secteurs, l'Université facilite la diffusion des connaissances et réunit un large éventail d'acteurs du développement.

79. L'UNU-CPR a servi de secrétariat pour le Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace, qui a pour mandat de contribuer à l'amélioration de la gouvernance mondiale et de renforcer notre réponse collective à plusieurs menaces mondiales critiques. Il fournit un appui stratégique et logistique essentiel et un soutien crucial en matière de recherche, et contribue à la rédaction par le Conseil d'un rapport, y compris des recommandations pour le Sommet de l'avenir, qui sera présenté au Secrétaire général en avril 2023. Il a réuni plus de 500 experts pour appuyer les travaux du Conseil et a organisé en 2022 plusieurs manifestations avec des centres de recherche de premier plan pour explorer les réformes de la gouvernance mondiale.

80. Le SDG Monitor, codéveloppé par l'UNU-CRIS, aide les municipalités flamandes et les parties prenantes à évaluer leurs points forts et leurs points faibles en termes de réalisation des objectifs individuels, et à juger des défis à venir. Sa version de 2022 contient des informations sur 243 indicateurs qui permettent de suivre les résultats obtenus en faveur des objectifs de développement durable et présente une étude de cas menée sur la ville de Bruges.

81. L'UNU-FLORES a lancé un programme qui permet à des étudiants de troisième cycle de pays du Sud spécialisés dans les questions de développement de faire un doctorat sur les transformations opérées au service du développement durable sous la supervision d'experts universitaires. Il met l'accent sur les liens entre les ressources environnementales et les synergies et compromis existant dans leur gestion, et sur le concept de « ressource nexus ».

82. Le projet Governance for Sustainable Development de l'UNU-IAS consiste à étudier les synergies entre les objectifs de développement durable et l'action climatique, en mettant l'accent sur le recensement des bonnes pratiques et des facteurs de réussite. En 2022, l'UNU-IAS a coorganisé une manifestation officielle en marge du forum politique de haut niveau pour le développement durable au cours de laquelle on a examiné la façon de combler les écarts critiques entre ces deux domaines, a coorganisé et accueilli à l'UNU à Tokyo la troisième grande conférence des Nations Unies sur le renforcement des synergies entre l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Programme 2030, et a partagé et complété les textes issus de la conférence par l'intermédiaire de manifestations parallèles organisées lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

83. Le projet Building Up Efficient and Fair Tax Systems de l'UNU-WIDER aide les pays du Sud à développer les capacités institutionnelles et individuelles de leurs administrateurs fiscaux nationaux par l'intermédiaire de la coopération technique et de la cocréation de recherche, et en créant des communautés de pratique nationales et internationales autour de l'utilisation des données administratives fiscales. Il est actuellement mené en partenariat avec les autorités fiscales de quatre pays africains.

IV. Développement des capacités : collaborer avec les pays du Sud

84. Conformément à sa charte, l'Université doit soutenir « la croissance continue de communautés universitaires et scientifiques vigoureuses » [art. I, al. 6)], en particulier dans les pays du Sud, et aider les chercheuses et chercheurs et les universitaires des pays en développement à accéder et à participer aux circuits de connaissances et aux processus politiques à l'échelle mondiale.

85. Les instituts de la structure globale de l'ONU prennent spécifiquement en compte dans leur planification la manière dont leur travail peut contribuer à renforcer les capacités universitaires et scientifiques des pays en développement. Il s'agit notamment d'entreprendre des recherches axées sur les besoins et les préoccupations des pays en développement, de collaborer avec les gouvernements, les institutions de recherche, les chercheurs et les universitaires des pays du Sud, d'employer des ressortissants de pays en développement et de donner aux étudiants de pays du Sud la possibilité de s'inscrire aux programmes de troisième cycle de l'ONU ou d'accéder à une formation spécialisée. On trouvera ci-après quelques exemples des contributions de l'ONU au développement des capacités dans les pays du Sud.

86. L'ONU-BIOLAC organise des programmes d'enseignement technique de haut niveau en partenariat avec des universités et des instituts de recherche dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

87. Grâce à ses recherches, l'ONU-CPR élabore des ressources et des outils qui doivent aider les gouvernements des pays du Sud à analyser et à évaluer les problèmes, à élaborer des solutions réalistes et à mettre en œuvre des approches, des stratégies et des politiques ciblées permettant de régler ces problèmes. Un grand nombre des associé(e)s principaux(ales) de recherche du Centre sont basés dans les pays du Sud.

88. L'ONU-CRIS accueille de nombreux stagiaires originaires de pays du Sud, organise des sessions de formation spécialisées dans ces pays et propose des formations conçues spécifiquement pour renforcer les capacités du monde du Sud.

89. L'ONU-EGOV fournit une assistance technique pour la mise en œuvre de projets de gouvernance numérique en Afrique, soutient un programme de maîtrise à Cabo Verde et accorde des bourses à des chercheuses et chercheurs de pays en développement afin qu'ils puissent présenter leurs travaux lors de la Conférence internationale sur la théorie et la pratique de la gouvernance électronique.

90. L'un des principaux objectifs du soutien apporté au G20 par l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique, hébergée par l'ONU-EHS, est de renforcer les capacités nationales et institutionnelles des pays du Sud à gérer les risques liés au climat et aux catastrophes. En 2022, l'Initiative a coorganisé deux ateliers à l'intention des ministères des finances et de l'environnement des pays vulnérables. L'ONU-EHS a mené un projet visant à mettre au point et à valider des indicateurs basés sur l'observation de la Terre pour suivre la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) en prenant l'exemple des inondations en Équateur.

91. L'examen des obstacles aux infrastructures durables au Chili et l'analyse de la durabilité socioécologique et économique à plusieurs échelles de l'agriculture urbaine et périurbaine en Colombie sont des exemples de projets que mène l'ONU-FLORES et qui contribuent à renforcer les capacités dans les pays du Sud.

92. Parmi les initiatives de l'ONU-IAS qui se concentrent sur le développement des capacités dans le Sud, on peut citer l'Académie des maires pour le développement

urbain durable, le mécanisme de développement de Satoyama et le projet de recherche régionale sur les déplacements liés aux changements climatiques et le droit à l'éducation. L'Institut assure le secrétariat du réseau mondial des centres régionaux d'expertise en matière d'éducation en vue du développement durable.

93. Le programme « Décoloniser la santé mondiale » de l'UNU-IIGH vise à faire entendre la voix et les points de vue des acteurs de la santé des pays du Sud. L'Institut use de son rôle au sein de la commission de The Lancet sur le genre et la santé mondiale pour élaborer, tester et affiner une approche féministe et décoloniale de la collaboration. Il est membre du consortium qui gère le Centre régional de formation pour le Pacifique occidental.

94. Avec son siège et ses cinq unités opérationnelles en Afrique, l'UNU-INRA travaille avec des acteurs locaux sur tout le continent et suit les tendances en matière de gestion des ressources naturelles. Le Collège des associés de recherche de l'Institut, qui rassemble un réseau de scientifiques, d'universitaires et de praticiens du développement africains de haut niveau, est au cœur de sa mission, qui consiste à élargir les perspectives africaines, à promouvoir des solutions conçues en Afrique et à cultiver les capacités du continent en matière de gestion des ressources naturelles.

95. L'UNU-INWEH travaille exclusivement pour et en grande partie avec le monde du Sud. Tous les produits qu'il élabore (outils, concepts, ensembles de données, synthèses et analyses reproductibles) visent à aider les pays en développement du Sud à progresser sur la voie du développement durable.

96. Deux des projets de l'Institut de l'Université des Nations Unies à Macao (Chine) favorisent le renforcement des capacités en matière d'intelligence artificielle en Asie du Sud-Est. Le premier est axé sur une politique d'intelligence artificielle fondée sur le genre, tandis que le second est centré sur une étude des répercussions de l'intelligence artificielle sur les femmes dans le cadre de la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

97. Dans le cadre de ses activités principales, l'UNU-MERIT collabore en permanence avec des partenaires et des personnes issus des pays du Sud. Nombre de ses programmes éducatifs s'adressent spécifiquement aux étudiants du Sud ou se concentrent sur les problèmes auxquels fait face le monde du Sud. En collaboration avec l'UNICEF, l'Institut élabore un programme sur la protection sociale à l'intention des parties prenantes du Sud.

98. Le Vice-Rectorat de l'UNU en Europe a collaboré avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2022 pour aider les jeunes professionnels des institutions et des organisations de six pays d'Afrique et d'Amérique latine à élaborer des mesures en faveur du climat et a encouragé la participation de jeunes professionnels et de praticiens à des forums internationaux sur le climat.

99. L'un des principaux objectifs de l'UNU-WIDER est d'appuyer l'élargissement et la diversification des voix et des perspectives dans le domaine de la recherche sur le développement et de remédier ainsi aux inégalités dans les relations entre les chercheurs du Nord et du Sud. Grâce à des collaborations étroites au niveau national, l'Institut donne la priorité à la participation de chercheurs basés dans les pays du Sud et entretient des relations proactives avec les communautés universitaires et scientifiques qui y sont implantées. Grâce à des programmes de formation locaux et à l'intégration de chercheurs dans des organisations locales, il soutient le développement des capacités institutionnelles dans un ensemble de pays ciblés, dont le Mozambique et l'Afrique du Sud.

Ressources humaines

100. À la fin de l'année 2022, 43 % des membres du personnel de l'UNU étaient des ressortissants de pays en développement. Sur les 251 étudiants inscrits aux programmes de troisième cycle de l'Université au cours de cette année, 45 % des étudiants poursuivant un Master en sciences et 69 % des candidats au doctorat étaient originaires de pays en développement. Un grand nombre de ces étudiantes et étudiants ont bénéficié d'une aide financière sous forme de bourses d'études de l'UNU.

V. Transmission des connaissances : diffuser l'information à celles et ceux qui en ont besoin

101. L'un des principaux objectifs du plan stratégique 2020-2024 de l'UNU est de renforcer les collaborations, la communication et la visibilité de l'Université. Celle-ci s'emploie à diffuser des connaissances pertinentes et fondées sur des données probantes à celles et ceux qui peuvent s'en servir (notamment les praticiennes et praticiens, les décideuses et décideurs, les universitaires, les populations touchées et le grand public), et ce, en temps opportun et dans des formats utiles. À cette fin, elle utilise cinq canaux principaux, à savoir les publications, les manifestations, les possibilités de formation, les réunions d'information, les médias et la communication en ligne.

A. Publications

102. L'Université publie une grande variété de documents, tels que des rapports, des notes de synthèse et des documents de travail. En outre, ses chercheurs sont les auteurs de livres, de chapitres de volumes édités et d'articles publiés dans des revues à comité de lecture, des magazines et des journaux. Plus de 7 700 publications issues des activités de recherche de l'UNU sont consultables sur Internet via la base de données « Collections at UNU », dont plus de 270 ont été publiées en 2022. D'autres publications peuvent être téléchargées à partir des sites Web des instituts qui les ont établies ou du partenaire externe qui les a publiées.

103. En 2022, les chercheurs de l'UNU ont publié ou contribué à 84 livres et écrit ou coécrit 317 articles publiés dans des revues scientifiques, 245 documents de travail, 99 documents de recherche ou documents techniques et 97 documents d'orientation (rapports et notes d'information).

B. Manifestations

104. Les manifestations contribuent à donner plus de poids et de visibilité aux recherches de l'Université. En 2022, l'UNU a organisé avec succès plus de 650 manifestations (dont 109 conférences et symposiums, 257 séminaires et ateliers et 99 conférences), soit en présentiel, soit en ligne. Nombre d'entre elles sont ouvertes au grand public, tandis que d'autres s'adressent à des publics spécialisés. Pour obtenir une liste des grandes manifestations organisées en 2022, voir la section « Events » du site Web de l'UNU.

C. Enseignement universitaire supérieur et formation spécialisée

105. L'UNU propose six programmes de troisième cycle. Trois d'entre eux délivrent un diplôme de Master of Science : géographie des risques environnementaux et de la sécurité humaine (Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (Bonn) et

Université de Bonn) ; politique publique et développement humain (Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (Maastricht) et Université de Maastricht) ; durabilité [Institut des hautes études sur la viabilité (Tokyo)]. Les trois autres programmes délivrent un doctorat : gestion intégrée des eaux, des sols et des déchets (Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources (Dresde) et Université technique de Dresde) ; innovation, économie et gouvernance au service du développement [Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie (Maastricht)] ; science de la durabilité [Institut des hautes études sur la viabilité (Tokyo)]. En 2022, 251 étudiants (152 étudiants de master et 99 doctorants) étaient inscrits à ces programmes : 54 % venaient de pays en développement et 57 % étaient des femmes.

106. Chaque année, l'Université propose des dizaines d'activités de formation spécialisée non diplômante, qui vont d'ateliers d'une journée à des cours de plusieurs semaines portant sur des sujets couvrant l'ensemble de ses domaines thématiques d'intervention. En 2022, elle a organisé ou coorganisé 155 formations de ce type, dont 92 partiellement ou entièrement en ligne, auxquelles ont pris part plus de 18 200 étudiants, dont plus de 49 % venaient de pays en développement et 46 % étaient des femmes.

107. En complément des programmes d'études et des formations structurés, beaucoup d'instituts proposent à de jeunes universitaires et chercheurs et chercheuses de renforcer leurs compétences et leurs connaissances en travaillant aux côtés du personnel de l'Université.

D. Séances d'information et exposés

108. Des expertes et experts de l'Université sont régulièrement invité(e)s à animer des séances d'information lors de forums de haut niveau et devant des organismes interinstitutions ou à présenter des exposés à l'intention de décideuses et décideurs d'influence, de représentantes et représentants de gouvernements et d'autres parties prenantes clés. Pour ne citer qu'un exemple : en 2022, des chercheurs de l'UNU-CPR ont rendu compte au Conseil de sécurité de la réintégration des Colombiens avant le renouvellement du mandat de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, ont conseillé les membres du Conseil de sécurité et les hauts fonctionnaires des Nations Unies en matière de sanctions et d'action humanitaire, ont collaboré avec des représentants gouvernementaux de haut niveau sur les risques liés à l'esclavage moderne et ont rencontré le personnel de plusieurs missions permanentes auprès de l'ONU. L'UNU-CPR a également organisé une séance d'information à l'intention des États Membres animée par les coprésidents du Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace.

E. Couverture médiatique et communication en ligne

109. Pour accroître sa visibilité, faire mieux connaître son travail et mobiliser le soutien du public, l'UNU s'appuie sur la couverture des médias traditionnels et mène des activités de communication sur Internet et les plateformes de médias sociaux, ainsi que dans le cadre d'un bulletin mensuel d'information par courriel :

a) *Médias traditionnels.* En 2022, plus de 22 000 articles concernant l'UNU et ses travaux de recherche ont été publiés dans le monde entier, principalement en anglais (60 %), en japonais (18 %), en allemand (4 %), en espagnol (3 %), en chinois (3 %) et en portugais (3 %). La couverture a été assurée principalement par des sites

d'information en ligne (60 %) et des blogs (30 %), ainsi que par des forums (4 %), des journaux (3 %) et des magazines (2 %) ;

b) *Internet*. Sur l'année, les sites Web de l'Université ont enregistré plus de 5,4 millions de pages vues, dont plus de 1,6 million de pages vues pour le site Web commun à l'ensemble de la structure de l'Université (<https://unu.edu>) et 865 000 pages vues pour le bulletin d'information de l'Université consacré à la recherche et intitulé « Our World » ;

c) *Médias sociaux*. L'UNU a une présence active sur les médias sociaux. À la fin de l'année, elle comptait plus de 138 000 abonné(e)s sur Facebook, 182 000 sur Twitter et 88 000 sur LinkedIn. Au cours de l'année, plus de 50 100 tweets et 3 200 messages Facebook ont mentionné l'UNU, principalement en anglais (75 %) et en japonais (20 %) ;

d) *Communication par courriel*. À la fin de l'année, INSIGHTS, la lettre d'information mensuelle de l'UNU, comptait plus de 39 000 abonné(e)s.

Annexe

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

Membres nommés¹

Siègent de mai 2022 à mai 2028

Yamini Aiyar (Inde) – Présidente et Directrice générale du Centre for Policy Research (New Delhi)

Sir Hilary Beckles (Barbade) – Professeur et Vice-Chancelier de l'Université des Indes occidentales

Enrique Forero (Colombie) – Président et responsable régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Conseil international des sciences

Catherine Kyobutungi (Ouganda) – Professeure et Directrice exécutive de l'African Population and Health Research Center

Kuni Sato (Japon) – Ambassadeur et conseiller à l'East Japan Railway Trading Company

Vanessa Scherrer (France) – Vice-Présidente pour les affaires internationales à Sciences Po

Siègent de mai 2019 à mai 2025

Funmi Olonisakin (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Nigéria), Présidente du Conseil de l'Université des Nations Unies – Vice-Présidente et Vice-Directrice internationale et professeure spécialisée dans les questions de sécurité, de leadership et de développement au King's College London

Denisa Čiderová (Slovaquie) – Professeure agrégée au Département du commerce international et des échanges concernant le logiciel Idea Puzzle de l'Université d'économie de Bratislava

Comfort Ero (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) – Présidente et Directrice générale de l'International Crisis Group

Xin Fang (Chine) – Professeure à l'Académie chinoise des sciences

Adam Habib (Afrique du Sud) – Professeur et Directeur de l'École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres

Brenda Yeoh (Singapour) – Professeure de sciences sociales au Raffles College de l'Université nationale de Singapour

Ont siégé de mai 2016 à mai 2022

Carlos Henrique de Brito Cruz (Brésil) – Professeur et Premier Vice-Président d'Elsevier Research Networks

Isabel Guerrero Pulgar (Chili) – Directrice exécutive d'IMAGO Global Grassroots et chargée de cours à la Harvard Kennedy School

Angela Kane (Allemagne) – Vice-Présidente de l'Institut international pour la paix, agrégée supérieure de recherches au Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération et professeure à Sciences Po (Paris)

¹ Les profils des membres actuels du Conseil de l'Université des Nations Unies sont disponibles à l'adresse suivante : <https://unu.edu/about/unu-council>.

Segenet Kelemu (Éthiopie) – Présidente-Directrice générale du Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes

Radha Kumar (Inde) – Spécialiste de l'analyse des politiques

Tsuneo Nishida (Japon) – Ambassadeur, conseiller spécial du Président de l'Université de Kanagawa et Directeur honoraire de l'Institut des sciences pour la paix de l'Université d'Hiroshima

Membres de droit du Conseil de l'Université des Nations Unies

Le Recteur de l'Université des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
